



MAIRIE DE CABRIES
Hôtel de Ville
Place Ange Estève
13 480 CABRIES
Tel : 04.42.28.14.00
Fax : 04.42.28.14.20
Mail : maire@cabries.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Arrêté n° 2022 1102-B

Objet : AUTORISATION DE TRAVAUX ACCORDÉE

Le maire de la commune de Cabriès

DOSSIER : N° AT 013 01922K0018

Déposé le : **18 avril 2022**

Demandeur : **MAIRIE DE CABRIES**

Représenté par : **Madame Amapola VENTRON**

Coordonnée : **Hôtel de Ville Place Ange Estève 13480 CABRIES**

Raison sociale : **LA MAISON DES COMMERCES ET DU TOURISME**

Lieu des travaux : **Place du 24 Avril 1915 à CABRIES (13480)**

Référence(s) cadastrale(s) : **CO0086**

REGLEMENTATION APPLICABLE :

Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-2 ;
Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L111-7 à L111-8, L123.1, L123.2, R111-19 à R111-19-26, R123-1 à R123-55 et R 152-5 et R 152-7, relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique et à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public ;
Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public pour les personnes handicapées ;
Décret n°95-260 modifié du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes ;
Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
Arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;
Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public, notamment son article 10 ;
Arrêté préfectoral n°13-2016-12-16-005 du 16 décembre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral n°113 du 22 décembre 2006 portant création de la commission consultative départementale de la sécurité et de l'accessibilité des Bouches-du-Rhône ;
Arrêté préfectoral n°13-2016-12-16-010 du 16 décembre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013073-0006 du 14 mars 2013 portant création de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant le public et les immeubles de grande hauteur ;
Arrêté préfectoral n°13-2016-12-16-011 du 16 décembre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013073-0007 du 14 mars 2013 portant création dans le département des Bouches-du-Rhône des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant le public ;
Arrêté préfectoral n°13-2016-12-16-007 du 16 décembre 2016 portant création dans le département des Bouches-du-Rhône des commissions d'arrondissements pour l'accessibilité des personnes handicapées ;
Demande d'autorisation, de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, déposée en application de l'article L 111-8 du code de la construction et de l'habitation ;

Arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant dispositions particulières aux établissements de type M ;
Rapport technique n°13019-005061 en date du 24 juin 2022 portant avis défavorable du Chef de corps Directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches du Rhône pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
Vu la consultation de la commission d'arrondissement d'Aix-en-Provence pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public en date du 18 mai 2022 dont la NON REPONSE vaut acceptation tacite de la demande 18 juillet 2022 ;

OBJET DE LA DEMANDE :

Le projet s'inscrit dans un bâtiment en simple RDC accolé à un bâtiment d'habitations.
 Il est prévu d'y réaliser la maison des commerces et du tourisme.

DESCRIPTIF :

Le projet s'implante dans un bâtiment existant de plein pied et il est composé de trois espace, 01 espace existant aménagé en bureaux, 1 espace existant à aménager et d'un WC public existant (accessible depuis l'espace d'accès piéton et parking sur la place, il restera inchangé).

ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS :

Bâtiment isolé des tiers accolé. Pas de tiers identifiés à moins de 05 mètres.

REPARTITION ET DESTINATION DES LOCAUX :

ACCESSIBLE AU PUBLIC :

- 1 sanitaire extérieur de 3.23 m²
- 1 espace commerces/tourisme de 11 m² avec communication intérieur (1 IS de 1UP)

NON ACCESSIBLE AU PUBLIC :

- 1 sanitaire privé de 1.8 m²
- 1 bureau commerces/tourisme de 15.12 m² avec communication intérieur (1 IS de 1UP)

CLASSEMENT :

a) Activité

Bureau et espace commerces tourisme

b) Effectif théorique ou déclaré

Destination	Article de référence	Base de calcul	Public	Personnel	Total
Bureau Commerces/tourisme	W2	Déclaratif	00	03	03
Espace commerces/tourisme	M2	1 pers/3m ²	04	/	04
Total ERP	/	/	04	03	07

Soit au total : **07 personnes**

c) Classement

L'établissement est classé en **type W-M de 5^{ème} catégorie**

CALCUL DES DEGAGEMENTS

Destination	Effectif	Dégagements exigés (CO38)	Dégagements proposés
Bureau Commerces/tourisme	3	1 dégagement de 1UP	1 dégagements de 1UP + 1 accessoire
Espace commerces/tourisme	4	1 dégagement de 1UP	1 dégagements de 1UP + 1 accessoire

Dégagements conformes à PE11 du RSERP

AVIS ET PRESCRIPTIONS :

a) Chef de corps du Directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches du Rhône pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP

PRESCRIPTION DU RAPPORTEUR :

Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage devront respecter chacun en ce qui le concerne, les dispositions des textes susvisés ainsi que les mesures complémentaires suivantes :

1. Faire contrôler annuellement, les moyens de secours. (PE4 du RSERP)
2. Faire procéder, en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement, gaz, chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, etc... (PE4§2 du RSERP)
3. S'assurer que la défense extérieure contre l'incendie soit conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) des Bouches-du-Rhône. Son dimensionnement devra avoir à minima les caractéristiques suivantes :
Débit : 60 m³/h
Quantité d'eau : 120 m³
Durée : 2h
Distance point d'eau incendie/risque : 150 m RDDECI
4. Rédiger les consignes d'évacuation en prenant en compte les différents type d'handicap et les inclure dans le registre de sécurité. (R143-44 du CCH et GN8 du RSERP)
5. Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions. (PE11§2 du RSERP)
6. Implanter les installations électriques conformément aux normes les concernant. Les câbles doivent être de la catégorie C2. L'emploi de fiches multiples est interdit. (PE24§1)
7. Doter l'établissement d'une alarme incendie de type 4 dont le choix est laissé à la charge de l'exploitant (PE27§2 du RSERP). Le signal devra être audible en tout point du bâtiment afin de permettre une évacuation sûre et rapide de l'ensemble des occupants, et ce, sans arrêt. Le personnel devra être informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale.
8. Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours. (PE27§5 du RSERP)
9. Ne pas effectuer ou faire effectuer des travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation. (GN13 du RSERP)

SOLUTION RETENUE POUR LES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP :

Aide humaine pour une évacuation directe vers l'extérieur.

AVIS ET PRESCRIPTIONS POUR L'ACCESSIBILITE :

a) Pour la commission d'arrondissement d'Aix-en-Provence pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public :
Dont la NON REPONSE vaut **acceptation tacite de la demande** et émet un **AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS.**

1. Les plans et notice seront rigoureusement respectés

La commission rappelle que les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées doivent satisfaire aux obligations des articles R.111-19-1 et R.111-19-2 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'aux dispositions techniques d'accessibilité contenues dans les arrêtés du 1^{er} août 2006 et du 8 décembre 2014.

Rappel : A compter du 1^{er} octobre 2017 et conformément à l'arrêté du 19 avril 2017, chaque ERP met à disposition un « **registre public d'accessibilité** ». Le registre a pour objectif d'informer le public sur le degré d'accessibilité de l'établissement et de ses prestations. Un guide d'aide à l'élaboration de ce document est consultable sur le site du ministère :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/accessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

ARRETE

ARTICLE 1 : Les travaux décrits dans la demande susvisée sont **accordés** et pourront être entrepris après dépôt de la déclaration d'ouverture de travaux.

ARTICLE 2 : Les **prescriptions émises** par le Chef de corps le Directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches du Rhône pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique, mentionnées dans le présent arrêté, seront strictement respectées.

ARTICLE 3 : Les **prescriptions émises** par la commission d'arrondissement d'Aix-en-Provence pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public, mentionnées dans le présent arrêté, seront strictement respectées.

ARTICLE 4 : L'exploitant doit fournir au maire les demandes d'autorisation préalable d'une pré enseigne ou d'une enseigne conformément aux cerfa N°14798*01 et 14799*01 en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales issus de l'article 171 de la loi du 4 août 2008 concernant la T.P.L.E (taxe locale sur la publicité extérieure) cerfa N°15702*02.

ARTICLE 5 : L'exploitant doit fournir au maire tous les documents mentionnés aux prescriptions et aux **NOTA BENE**, lors du dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux avant l'autorisation d'ouverture au public.

ARTICLE 6 : A la fin des travaux, l'établissement fera l'objet d'une visite de réception dont l'exploitant doit demander le passage au moins un mois avant la date d'ouverture au public auprès du maire de la commune de Cabriès.

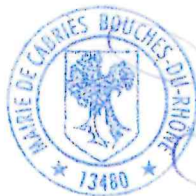
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Cabriès et notifié à Madame Annick VIDAL Directrice des services techniques de Cabriès ainsi qu'au Madame Sarah BONNET Directrice Pôle Culture Sports et Vie locale et publié au recueil des actes administratifs ; ampliation en sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, représentant de l'Etat dans l'arrondissement.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services et la Directrice Pôle Environnement et Aménagement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Cabriès, le 02 AOUT 2022

Par délégation
Robert ABELA
1^{er} Adjoint



NOTA BENE : Il est rappelé au demandeur de fournir l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables.

NOTA BENE : Il est rappelé au demandeur de fournir tous les documents attestant la levée des prescriptions émises par la commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

NOTA BENE : Il est rappelé au demandeur de fournir une demande d'ouverture au public (par écrit à l'attention de Monsieur le Maire).

NOTA BENE : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

NOTA BENE : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

NOTA BENE : Il est rappelé au demandeur de fournir les documents concernant la conformité des locaux et des matériaux après travaux (P.V de réaction au feu, portes coupe-feu, revêtement plafond et mur, conformité électrique, alarme incendie, etc...).

NOTA BENE : Il est rappelé qu'en application au Code Général des Collectivités Territoriales, la loi du 4 août 2008, article 171 concernant la T.P.L.E (taxe locale sur la publicité extérieure) s'applique automatiquement le 1^{er} janvier 2009 sur le territoire de la commune de Cabriès. Toute modification de façade y compris la pose d'enseigne doit faire l'objet d'une demande de déclaration préalable en vertu de l'article R 421-17 du Code de l'Urbanisme et la loi du 12 juillet 2010, décret N°2012-118 du 30 janvier 2012.

NOTA BENE : Il est rappelé que toute occupation du domaine public doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service technique de la Mairie de Cabriès, avant tous travaux.

Affiché en Mairie de Cabriès, le 03 Août 2022 au 03 oct 2022

Publié au RAA, le 03 Août 2022

Notifié au contrôle de légalité, AR n° 1A19892334452 le 03 Août 2022 Ar du

Notifié à Madame Annick VIDAL, par dématérialisation le 03 Août 2022

Notifié à Madame Sarah BONNET, par dématérialisation le 03 Août 2022

Notifié à Monsieur le Directeur Général des services par dématérialisation le 03 Août 2022

Notifié à Madame la Directrice Pôle Environnement et Aménagement par dématérialisation le 03 Août 2022

